

Questions d'actualité – 22 août 2013

Posté le : 28 août 2013 15:59 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Pays en voie de développement, Monnaies et changes, Attitudes, hyperfiscalité, Fiscalité

En économie politique, le mois d'Août est toujours plein d'enseignements.

Il est particulièrement riche, cette année, en questions déjà traitées sur ce site et qui reflourissent allègrement.

1. Les pays en voie de développement vacillent

Dans plusieurs articles nous avons critiqué les essayistes qui tentaient de nous faire croire que le salut viendrait des pays en voie de développement. Comme toujours, c'est le centre qui compte et non la périphérie. La Chine connaît de graves difficultés dont elle sort en boitillant. Les taux de croissance affichés ne doivent pas tromper l'observateur. La croissance chinoise est entièrement dépendante de la folie occidentale qui, un moment, a imaginé que tout devait être produit en Chine pour que leurs champions soient « leaders mondiaux » de leur spécialité. La stagnation européenne signe celle, relative, de la Chine. De même l'Inde se débat, comme d'habitude, dans des problèmes de balances commerciales et d'inflation qui déstabilisent les grands espoirs mis dans sa croissance. Le Brésil n'est guère mieux loti. L'Afrique commence à peiner. La Russie devient nerveuse. Le Mexique vient de connaître un trimestre de recul industriel.

Le Bric se délite un peu, beaucoup, passionnément.

Leçon : ce sont les Européens, les Américains et les Japonais qui font la conjoncture, pas la périphérie !

Rappelons que les « printemps arabes » ont tous été provoqués par la récession mondiale de ces dernières années. Quand le fort tousse, le faible meurt.

2. L'instabilité monétaire aggrave tout

Depuis que la FED a annoncé un tournant moins laxiste dans sa politique monétaire, des tourbillons agitent le milieu de la finance et de la monnaie.

Le Japonais ABE a décidé de violer le faux consensus autour de l'affirmation que ce sont les marchés qui donnent la valeur des devises. Cette fiction a été écartée d'un revers méprisant de la main. Le Japon a fait sombrer sa monnaie pour reprendre la main dans le commerce mondial et mettre fin à 20 ans de stagnation déflationniste. Rappelons que cette déflation a commencé quand les énormes réserves en dollars ont été partiellement détruites par un mouvement de baisse soudaine du dollar lors de la crise de 92-93, en même temps que diverses bulles locales, dont l'immobilier, éclataient. Le système bancaire s'est trouvé ruiné et d'expédients en expédients, la crise a duré 20 ans.

Oh surprise, les "Abenomics" marchent au grand scandale du Financial Times !

Pendant ce temps-là, la Roupie indienne sombre, comme la Lire turque, la Roupie indonésienne, ou le Rouble. La situation à Taïwan n'est pas meilleure. Les taux d'intérêt montent partout pour défendre des monnaies en passe de se dévaluer trop fortement. Les réserves fondent. Les

investisseurs qui avaient cherché de la rentabilité à court terme se replient.

Les changes flottants malheureusement flottent entraînant à leur suite des désordres aggravés. La liberté totale des mouvements de capitaux à court terme est destructrice.

Une fois de plus la nocivité du système monétaire international explose à la figure de tous. Mais il est interdit dans la presse de le critiquer. Alors on cherchera des explications vaseuses. Comme d'habitude. Pourquoi pas les « cronies » pendant qu'on y est ?

3. Le cycle existe même si la prétention du président Hollande de le chevaucher est ridicule.

Le cycle de 8-10 ans est une réalité. Il est attesté depuis deux siècles et demi. On a donc toujours une phase de reprise à un moment donné, tout simplement parce que la mauvaise graisse a fondu, que la productivité des entreprises survivantes est meilleure, que des besoins de renouvellement se font jour et que la technologie offre de nouveaux débouchés.

Nous avons écrit ici, que le PIB était le pire indicateur de conjoncture. Nous renvoyons à cet article. Le PIB n'est pas un constat mais une évaluation en mouvement dont beaucoup de composantes sont purement et simplement estimées. Il faut attendre pratiquement deux ans pour avoir un PIB définitif. Et les corrections ne sont pas minces. 0.5% de PIB, dans ces conditions, cela ne veut très exactement rien dire. Il se peut qu'en 2015, date où les chiffres seront stabilisés, on soit à 0% ou à 1%. Compte tenu de ce qu'on connaît de la saison touristique et de la production industrielle, il est probable que le chiffre sera rétabli à la baisse. Quand on gigote dans l'épaisseur du trait, tout est possible.

Il y aura une reprise mondiale quelque part entre 2016 et 2018. La reprise est souvent forte après une récession forte. Ce fut le cas après la crise sévère de 92-93, à partir de 97. Cette année-là nous n'arrêtons pas de crier « la reprise est là », sur le Forum du Monde, au milieu des indécrottables sceptiques.

Prétendre qu'elle touchera la France de façon forte est une autre affaire. L'étouffement par la fiscalité est total. Une fois de plus les socialistes vont augmenter les impôts et rester, malgré les affirmations contraires, dans le régime : 90% d'effort fiscal, 10% de réduction de dépense publique, verbalement par diminution des libéralités prétendument faites aux « riches », mais on parle d'une hausse de la CSG et des charges salariales pour faire une réforme de façade des retraites, ce qui aura un effet direct sur le pouvoir d'achat de tous les Français. Les retraités vont perdre plusieurs points de pouvoir d'achat avec les diverses mesures prises pour les faire cracher au bassinet, même si, comme d'habitude on annonce des prélèvements catastrophique sur lesquels on revient, tout en faisant passer une hausse drastique, lorsque tout le monde souffle.

L'étouffement de l'immobilier par la loi Duflot (un flot de bêtise crasse) va rendre ce marché encore plus étroit. Mettre en place une assurance-loyers forcée payée par les propriétaires est le type même de la fausse bonne idée politicienne. La rentabilité de la location, déjà ridicule, voire négative hors dispositifs ad hoc, s'en trouvera réduite. L'aléa moral sur le locataire va s'accroître. On risque de voir une explosion des impayés. D'autant plus que le gouvernement a annoncé des mesures visant à empêcher les expulsions. On est dans la gaminerie gauchiste... et la disparition de l'investissement locatif. la baisse des mise en chantier est supérieure à 20%. Un désastre !

Sans investissement, sans immobilier, sans revenu, et sans pouvoir d'achat, sans compétitivité extérieure, une France accablée d'impôts ne saurait repartir allègrement. La « boîte à outils » de M. Hollande n'est pas grotesque, mais les tours de passe-passe qui consistent à dire « je te rends de la main gauche ce que je t'ai pris de la main droite » ont un sens modeste en économie. On peut même avancer que prendre l'argent des entreprises et leur dire : « Je vous le rends à conditions que... », tout en aggravant les charges sociales, est digne de Guignol.

La hausse des taux d'intérêts à long terme ne va pas arranger les choses.

Il faut un changement radical d'état d'esprit et de pratiques, et des réformes lourdes de l'Etat obèse.

On verra si cela se produit.

En attendant, on peut se tapoter légèrement le menton.

Mais oui, le cycle existe et il y aura sans doute une reprise forte dans les années à venir, ...ailleurs.

4. Le retour d'une escroquerie politique : retraite et pénibilité

A chaque fois que se profile une réforme un peu " pénible" , politiquement, des retraites, les gouvernements sortent la négociation sur une prétendue pénibilité de leur boîte de farces et attrapes politiques. La pénibilité n'a strictement rien à voir avec les retraites. Lorsqu'un travail est pénible, la simple décence conduit à prendre trois types de mesures :

- Le supprimer (presque toutes les tâches réellement pénibles ont disparu depuis longtemps) ou les aménager pour qu'elles ne soient plus pénibles.
- Réduire le temps de travail aux postes difficiles pour qu'ils ne pénalisent pas la santé
- Augmenter la rémunération pour compenser la difficulté résiduelle éventuelle.

Ajouter un avantage de retraite n'a exactement aucun sens. Ce serait même parfaitement amoral : « je t'amoche mais tu pourras partir en retraite avant les autres, mais bien amoché).

La retraite, avec les cotisations et les règles de solidarité qui vont avec, compense une incapacité à produire donc à « gagner sa vie ». En toute justice la retraite ne devrait être possible que lorsqu'une incapacité de travailler est devenue manifeste !

Il est clair qu'il y a eu longtemps une différence marquée entre l'espérance de vie des manuels et celle des employés de bureau. De même les femmes vivaient plus longtemps que les hommes. Les enseignantes, au début des années 60, atteignaient 80 ans quand les ouvriers agricoles ne dépassaient guère les 65 ans. De même les cadres qui vivaient dans des bureaux, se soignaient nettement mieux que le reste de la population, mangeaient mieux et profitaient de leur retraite bien plus longtemps que les ouvriers.

Tant que les métiers les moins nobles ont eu pour seul objet de fournir de l'énergie, et qu'il fallait trimer dur, avec des durées quotidiennes et hebdomadaires de travail longues, et avec de courtes vacances, la retraite des personnels concernés était courte, la résistance physique ayant ses limites.

Aujourd'hui pratiquement tous ces métiers ont disparu. La longévité est plus liée à des caractères génétiques ou à la consommation, notamment de vin ou de drogues douces ou dures, qu'à la dureté physique du travail. Les ouvriers ne travaillent guère plus de 1.500 heures par an, contre à peu près le double en 1935. L'hygiène et la sécurité ont été constamment améliorées.

Quel rapport entre un cheminot d'aujourd'hui et un chauffeur qui alimentait la chaudière en charbon avec une pelle pendant toute la durée d'un trajet, de nuit ou de jour, en plein air, qu'il fasse froid, qu'il vente ou qu'il pleuve ou neige ? Il travaille à peine 29 heures par semaine, assis, à la température idéale. Il bénéficie de longs congés. Le faire partir à 50 ans est grotesque. Partout ailleurs dans le monde les conducteurs de locomotive conduisent jusqu'à 65 ans, si leur aptitude est confirmée. Comme les routiers. Comme les pilotes d'avion.

Pourquoi parle-t-on de « pénibilité » ? Pour une seule et unique raison : créer une nouvelle charge sociale pour doter un fond qui servira à protéger les adhérents des syndicats les plus durs, notamment ceux de la SNCF et d'EDF, voire de l'Education Nationale. C'est si pénible de

s'occuper des mioches des autres ! Aucun autre pays au monde n'a créé un droit à une retraite compensatrice de pénibilité. Cela devrait faire un peu réfléchir les gogos.

Les privilèges de la caste des super-syndiqués des entreprises publiques ou de l'Etat ne peuvent plus être aussi facilement justifiés quand tous les autres voient leur retraite fondre en montant et en durée.

Alors on a inventé la pénibilité, pour maintenir des avantages indus et des retraites longues, aux super-syndiqués. Une superbe escroquerie politique. Et on peut parier que le gouvernement ne touchera pas aux privilégiés de la retraite !

5. La subite gloire médiatique du Bitcoin

Nous avons récemment écrit un article de fond sur « les monnaies électroniques sans intermédiaire de confiance » et notamment le Bitcoin. Il est amusant de voir quelques semaines plus tard le Figaro et le Canard Enchaîné s'emparer en même temps de ce sujet.

Avec un peu trop de sensationnalisme. On exagère un peu en prétendant que les banques centrales s'inquiètent du phénomène. Ce sont plutôt le fisc et la police qui s'interrogent.

6. La fatigue du hanneton

Alors que gouvernement et Président rabâchent *ad nauseam* que la crise de l'Euro et des banques est derrière nous, la réalité prend constamment sa revanche. Le gouvernement allemand constate qu'il faudra encore un nouveau plan pour sauver la Grèce qui ne parvient naturellement pas à faire face à un endettement colossal avec une économie en récession depuis quatre ans. Le gouvernement espagnol est bien obligé de noter que les banques du pays sont gavées de mauvais crédits qu'il faudra bien passer un jour en pertes et profits. Il s'agit de solides dizaines de milliards d'Euros, venant après d'autres et qui en précèdent d'autres.

Nous avons comparé la gestion des excès de dettes à la stratégie du hanneton qui pousse sa boule de crottin devant lui. Périodiquement, il fatigue. Rappel : dès août 2007 il était devenu clair que le système bancaire mondial était en faillite « virtuelle » : entre 8 et 15.000 milliards de dollars de créances étaient douteuses, un chiffre sans comparaison avec le très faible montant du capital des banques. Grâce à l'inflation et aux pertes constatées, on a déjà réduit la dette globale de quelques milliers de milliards. Il reste encore une bonne partie des pertes initiales auxquelles se sont ajoutées les pertes de crédits liées à la crise. Au rythme actuel, et dans le système actuel, il faudra trente ans pour se débarrasser du fardeau !

Il faut s'attendre encore à quelques crises de fatigue du hanneton, de ci de là.

7. Les effets de bord désastreux de l'Exit-tax

Nous devons cette taxe idiote à M. Sarkozy. Le résultat, non annoncé lors de la discussion parlementaire, est d'imposer des à des taux inouïs, pouvant aller jusqu'à 63% des investissements, à toute entreprise qui veut implanter une filiale à l'étranger. L'Exit-tax conduit mécaniquement à l'impossibilité de croissance des PME-PMI françaises. Encore bravo ! Le principe même de l'Exit-tax est absurde. Ce qui explique qu'on n'ait pas créé son pendant logique : l'Entrance tax, qui aurait plus de justification (en Suisse, il faut acheter sa « bourgeoisie »). Les taux d'imposition sont devenus tellement hauts et la complexité fiscale si intense, que toute création d'impôts nouveaux conduit inéluctablement à des conséquences aussi imprévues que désastreuses.

8. Quand « notre Gégé » redeviendra « national »

Avec l'arrivée des rôles d'imposition définitifs pour 2012, qui marquent une perte de pouvoir

d'achat pour des millions de foyers, les grandes manœuvres de communication du pouvoir socialiste se déploient sur toutes les chaînes médiatiques. Bientôt, le PS sera le parti des anti-impôts ! Comme il se prétend le parti de la « vraie » sécurité publique. Les quelques impôts qu'il a dû levés, c'était uniquement pour solder des sottises du vilain Sarko. Mais maintenant, on va voir que la reprise est là et que « la boîte à outils du Père François » est d'une efficacité parfaite. Non seulement on ramera gratis et le bonheur reviendra dès 2025, avec la joie d'entrer dans ses meubles garantie par Mme Duflot, mais les impôts seront fortement diminués, sauf pour les riches naturellement.

Gérard Depardieu, en pleine opération de reconquête de l'opinion, après les quelques secousses que l'on sait, en a rajouté une couche en douceur, sur sa protestation de l'automne. Désormais il en est à 102% d'impôts et ce n'est pas tenable ! Il le dit et il a parfaitement raison.

Mais puisqu'on vous dit que ce n'est pas le socialisme hollandais qui y tient et qu'il a augmenté les impôts à l'insu de son plein gré ! Ah ! S'il n'y avait pas eu cette droite inconsciente ! On n'en serait pas à créer une taxe carbone de plus, à prendre une fraction de point de plus de CSG, et à chercher les quelques milliards de plus de prélèvements qui permettront de calmer une Commission européenne, accommodante mais pas au point de laisser perdurer un an de plus un déficit à 4% du PIB et monter le taux de dettes publiques aussi près des 100%, alors que le taux d'intérêt à 10 ans remonte.

Le taux des dettes françaises à 10 ans a pris 1 point de plus. Il aura doublé à l'automne sur ce qu'il était un an avant. Payer nos dettes publiques risque de coûter 1 à 2 % de PIB de plus.

Il va falloir que les « spin doctors » soient super doués pour gommer ces réalités de l'esprit des Français.

Faisons leur confiance. Encore un an de communication imaginative de tous et de chacun et Gégé sera à la « garden-part(ie)y de l'Élysée », et vantera les mérites du grand rédempteur fiscal !